



La communication économique et financière

de l'Association Éthique et Investissement

Pour une écologie Verte ou humaine ?

En route vers une écologie intégrale

Le terme « écologie » est aujourd'hui incontournable dans le paysage médiatique et tout le monde sans doute connaît l'impact dramatique attendu du CO2 sur le système climatique.

Ainsi chaque activité ou comportement se voit jugé à l'aune de son impact écologique, et de multiples colloques sont organisés sur ce thème. De plus la récente Loi « climat et résilience » qui comporte 305 articles couvrant tous les domaines de la vie quotidienne, de la consommation au logement, en passant par les déplacements, entend codifier une norme française de l'écologie. Même si ces mesures semblent à certains insuffisantes par rapport aux objectifs fixés par les accords de Paris, on ne peut que se réjouir de cette mobilisation.

Revenons sur le concept d'écologie et sur sa définition. Selon Ernst Haeckel, son « inventeur », un biologiste darwiniste de la fin du 19^e siècle, l'écologie se définit comme « la science des relations des organismes vivants avec le monde environnant, c'est-à-dire, dans un sens large, la science des « conditions d'existence ». Malgré cette définition très large, la dimension biologique de l'écologie a toujours dominé les travaux dans ce domaine, au détriment des dimensions sociologique et spirituelle. Le pape François dans l'encyclique Laudato Si, en parlant d'écologie intégrale nous ramène à cette définition première, celle d'une science des relations aux autres, à la nature, à « Dieu » et à soi-même, où toutes ces dimensions sont indéfectiblement liées et où tout déséquilibre est source de crise (LS 138).

Sur le terrain de l'investissement au service d'une économie durable, la France connaît, d'un côté les fonds dit « ISR » prenant en compte en globalité les enjeux environnementaux sociaux et de gouvernance, et de l'autre des fonds dits « verts » prenant en compte en « majeure » l'aspect environnemental. Les sociétés de gestion et les pouvoirs publics se sont ainsi attachés à sécuriser la qualité des fonds présentés aux épargnants en mettant au point deux labels : le label ISR, piloté par la Direction Générale du Trésor (Bercy) et le label Greenfin piloté par l'Agence de la Transition Ecologique (ADEME).

Aujourd'hui, la dimension sociale de la transition écologique semble demeurer le parent pauvre : ni les sociétés de gestion ni le Ministère du travail ne se sont réellement penchés sur la mise en place d'une politique de développement de fonds à caractère social dont la qualité serait attestée par un label spécifique.

Le déséquilibre entre les deux dimensions sociale et environnementale, peut mener, si l'on n'y remédie pas, à des situations de crise : les gilets jaunes en France ainsi que les pays en développement lors de négociations internationales nous ont d'ailleurs rappelé qu'un appel à la frugalité au nom de la transition écologique n'aura aucune chance d'être entendu s'il n'était pas associé à une politique de réduction des inégalités.

C'est dans sur ce point précis qu'E & I organise le **25 Novembre prochain de 18h à 20h** ([cliquez ici pour vous inscrire](#)) un colloque sur ce sujet : ce sera l'occasion de réfléchir à partir des propos d'un philosophe chrétien, d'un spécialiste de la dimension environnementale de la finance et d'un chef d'entreprise confronté au quotidien à la mise en œuvre de cette double ambition d'une écologie qui garde l'homme au cœur de son environnement.

Geoffroy de Vienne

Comité Ethique du fonds Nouvelles Stratégies 50 du 29 Juin 2021

Secteur : Construction Lourde

Les membres d’Ethique et Investissement ont participé, le 29 juin 2021, au comité Meeschaert destiné à l’analyse du secteur « Construction lourde ».

Le secteur est composé de quatre sous-secteurs : construction neuve, réhabilitation, génie civil et maintenance, avec trois acteurs : entrepreneurs, sous-traitants et acheteurs. En raison des faibles taux d’intérêt et de la hausse du PIB, il est en croissance, De plus au niveau mondial, l’ODD n°9 souligne la carence en infrastructures durables et résilientes nécessaires au développement dans les pays à faibles revenus.

En France 1,1 million de personnes travaillent dans la construction et 190000 dans le génie civil. En Europe plus de 80% de la main d’œuvre est employée dans des PME Le secteur a été très touché par la Covid 19 (90% des chantiers ont été arrêtés lors du premier confinement).

Les défis ESG sont nombreux : risques de corruption et de pratiques anticoncurrentielles, santé et sécurité du personnel, impacts environnementaux et transition écologique. Le secteur est très soumis aux aléas climatiques et a de forts impacts environnementaux : consommation d’eau et d’énergie, déchets, biodiversité, efficacité énergétique.

Des objectifs 2030 ont été fixés au travers de la rénovation des bâtiments existants et de la performance des constructions neuves. Le béton classique est un très gros consommateur d’énergie, un nouveau procédé en développement permet une empreinte carbone divisée par cinq. L’objectif de recyclage des déchets, qui sont à 97% inertes, est de 70%. La pression sur les terrains et les ressources naturelles impacte fortement la biodiversité, mais en même temps leur contribution à l’économie locale peut être très positive (emploi, taxes , développement des infrastructures, ...).

Entreprises	Décision	Entreprises	Décision
VINCI	Conserver	HOCHTIEF	Exclure
BOUYGUES	Conserver	Ferrovial	Ne pas intégrer
Veolia Environnement	Conserver	ACCIONA	Intégrer
EIFFAGE	Intégrer	SKANSKA	Ne pas intégrer

Nous avons étudié : Vinci, Bouygues, Eiffage, Hochtief , Ferrovial , Skanska et Acciona.

Quatre de ces entreprises ont une note Vigeo supérieure ou égale à 50, deux d’entre elles ont plus de 60 (Ferrovial et Vinci). La note la plus faible est 40 pour Skanska. Il s’agit donc d’un secteur assez bien noté

Nous avons conservé :

Vinci, Bonne communication sur les déchets et l’environnement. Objectifs sécurité bien définis. Première entreprise en France à proposer une résolution climat au vote en AG.

Bouygues, Bonne communication sur les indicateurs sociaux qui montrent une stabilité Bonne intégration des enjeux environnementaux. Peu de controverses. Importance de l’actionnariat salarié.

Nous avons intégré :

Eiffage, Engagement climat sur trajectoire 1°5 pour l’ensemble des activités. Bonne information et amélioration sur santé et sécurité. Dans l’ensemble sur la bonne pente. Attention à la note Vigeo qui est faible.

Acciona, Stratégie environnementale robuste. Importance de l’écoconception et de la mesure d’impact. Bon dialogue social et sécurité.

Nous n’avons pas intégré :

Ferrovial, Amélioration dans l’ensemble, mais encore beaucoup de controverses en particulier pour santé et sécurité des employés.

Skanska, Absence de communication sur les actions environnementales déployées. Manque d’engagement sociétal auprès des communautés locales. Une controverse de corruption . Note vigeo faible.

Nous avons exclu :

Hochtief, En retard sur stratégie climat. Indicateurs d’accidentologie positifs, mais gestion du stress limitée. Controverses de corruption.